

# La fin de l'Apartheid en suspens

*Boipatong, 17 juin 1992. Dans le ghetto noir, au sud de Johannesburg, la violence organisée a encore tué. Quarante-deux habitants du "township" sont tombés. Plus de trente ans après le massacre dans le ghetto de Sharpeville, où 69 sud-Africains noirs avaient été eux aussi assassinés, en prélude à l'interdiction de l'Anc. Et seize ans presque jour pour jour après le massacre de Soweto. Mais aussi moins de deux ans après la libération de Mandela et de ses compagnons, et en pleines négociations entre le Gouvernement raciste sud-africain et le Congrès National Africain (Anc), censées aboutir à l'élimination du régime d'Apartheid. Face à une telle violence, l'Anc a décidé d'interrompre les négociations, de poser pour le moins un certain nombre de conditions à leur reprise. Nouveaux meurtres contre les noirs sud-Africains. Nouveaux obstacles dans la voie de la constitution d'un régime démocratique en Afrique du sud...*

*"A plusieurs reprises déjà, De Klerk a annoncé la mort du régime d'Apartheid", rappelait Nat Mamesola, juriste et membre de la commission constitutionnelle de l'Anc, lors d'une Conférence de presse à Paris le 16 juin dernier. "L'Apartheid, pourtant, est encore vivant". Là est bien l'enjeu de la lutte politique qui se mène sans concession entre le gouvernement de De Klerk encore au pouvoir, et l'Anc. En près de trois ans, la lutte anti-apartheid a marqué des*

points considérables. Soumis non seulement à la lutte courageuse de l'Anc mais aussi aux pressions politiques et aux sanctions économiques internationales, même partiellement détournées, le patronat sud-africain avait dû accepter l'évidence : il n'était plus possible de maintenir en l'état le régime d'apartheid subi par le peuple noir et métis d'Afrique du sud, officiellement depuis 1948, et condamné par les Nations-unies comme *crime contre l'Humanité*. Pour le moins, des "concessions" s'imposaient.

Fin 1989, De Klerk arrive alors aux commandes. Le 2 février, il présente son programme de réformes, prévoyant notamment la légalisation de l'Anc, du parti communiste (SACP) et du Congrès panafricain. Le 7, il lève l'état d'urgence, maintenu de force depuis... 1986. L'Anc décide alors de suspendre la lutte armée. Le 11, le monde entier a les yeux braqués sur le petit écran: Nelson Mandela, de même que ses compagnons de lutte, est enfin libéré après 27 années de détention. Le 30 juin 1991, plusieurs lois sont officiellement abolies, dont la principale qui fonde le régime racial d'Afrique du sud: la loi sur la classification de la population. Tous les enfants nés après cette date ne seront plus recensés comme l'ont été leurs aînés selon la couleur de leur peau. Même si s'en réjouir à l'orée du XXI<sup>ème</sup> siècle devrait paraître anachronique, c'est une immense victoire. Et en décembre, le pouvoir est acculé aux négociations politiques.

## LES ENJEUX DE LA CODESA

S'ouvre alors la Convention pour une Afrique du sud démocratique (Codesa). En mars 1992, 68,7% des électeurs appelés à voter, les seuls électeurs blancs, approuvent -ou acceptent- par référendum la poursuite des réformes. Et pourtant, c'est l'impasse. Le parti au pouvoir, le Parti National, prétend n'abolir l'apartheid que dans les mots, mais en refuse les conséquences logiques: pour lui, il est hors de question de laisser une parcelle de pouvoir à la majorité. Une majorité de la population qui a la peau noire. Les noirs pourront bien participer aux votes, mais à condition que leurs scrutins ne comptent pas. C'est-à-dire que les blancs -ou tout au moins ceux qui se retrouvent dans la vision raciale de la société du Pn- aient droit de veto sur toute décision. En mai, lors de la deuxième session de la Codesa, le pouvoir veut imposer une majorité de 75% (!) pour l'adoption de toute modification de la Constitution. C'est-à-dire imposer le droit de veto du Parti National dont le programme a fort peu à voir avec l'abolition du système d'apartheid, et pour qui la Démocratie ne concerne qu'une petite minorité souhaitant continuer à vivre confortablement dans des villes propres loin des ghettos débordant d'immondices, loin de la misère qui étouffe la majorité de la population, touchée à plus de 50% par le chômage, illétrée à 75%, victime de tuberculose et de toutes les maladies

liées à l'insalubrité, prisonnière des bidonvilles... Pour le Pn, le mot d'ordre simple "un homme une voix" n'est pas encore à l'ordre du jour. "Nous sommes prêts à faire des concessions, comme l'implique toute négociation", précise Nat Mamesola. "Mais nous ne pouvons céder sur l'essentiel, l'abolition de ce régime d'apartheid". Aussi l'Anc, qui exige la constitution urgente d'un gouvernement de transition jusqu'à la tenue d'élections multi-raciales, c'est-à-dire où chacun compte pour un, et la réunion d'ici la fin de l'année d'une Assemblée Constituante, a-t-il été jusqu'à accepter l'idée d'une majorité des deux tiers pour modifier la Constitution. Mais ce n'était pas encore assez pour le pouvoir.

## LA VIOLENCE COMME SYSTEME POLITIQUE

Comment la population d'Afrique du sud ne serait-elle pas excédée? D'autant qu'elle subit de plein fouet une politique de violence systématique. Entre le jour de la libération de Nelson Mandela et celui du massacre de Boipatong, l'on a déploré plus de 7 400 morts... Dans un rapport publié à Londres le 10 juin dernier, *Amnesty International* accuse directement la police et l'armée de continuer à tuer, et à torturer, dans les ghettos noirs, seules, ou aux côtés des tueurs de l'Inkhata de Mangosuthu Buthelezi. Et le moins que l'on puisse dire du Gouvernement, c'est qu'il laisse faire. "La police pour-

suit sa guerre contre le Congrès national Africain" affirme le rapport d'*Amnesty*, qui rappelle l'absence de poursuites et de condamnations des auteurs de violences... Et un chiffre effarant : plus de 15 000 victimes de la violence dans les townships depuis 1984. La méthode est ancienne. Le pouvoir, qui veut prétendre à "une violence noire contre les noirs", n'a jamais hésité ni à diviser, ni à armer ses marionnettes. Ainsi de la division de la population noire en dix groupes ethniques officiels, de la création de bantoustans, des manoeuvres pour tenter de diviser l'Anc et le Pn, de l'armement de milices, ou de mercenaires recrutés au Mozambique, au Zimbabwe, en Angola... Cette politique a pris un contour singulier depuis le début des négociations. Et le gouvernement considère en quelque sorte les nombreux prisonniers politiques comme des otages. Le massacre de Boipatong a fait déborder le vase de la colère. Qui en est l'auteur direct? Certains avancent maintenant la thèse d'une action menée par les "Koevoets", ancienne unité armée sud-africaine en Namibie, dont on vient de découvrir une cache à proximité de Boipatong. Le Gouvernement se retranche derrière la seule responsabilité de l'Inkhata, qui se prétend représentative des Zoulous. Mais qui donc arme l'Inkhata, par ailleurs jamais inquiétée, de AK 47? Comment Prétoria peut-il encore nier la collusion entre l'Inkhata et l'armée? Comment De Klerk justifie-t-il le nouveau massacre perpé-

tré en toute impunité par la police à Boipatong lorsque lui-même venait d'en être chassé par la population? Ou les menaces des habitants blancs, en armes, de la ville de Vanderbijlpark, contre les résidents de Boipatong enterrent leurs morts au cimetière tout proche dans le township de Sharpeville? Qui avait intérêt à cette nouvelle provocation sanglante à Boipatong? On est en droit de se le demander lorsque l'on sait à quel point le Parti National et les autres formations d'extrême-droite d'Afrique du sud veulent tout faire pour mettre un terme au processus de négociations politiques en partie engagé, et pour interrompre un mouvement censé conduire vers la démocratie, quitte à faire quelques concessions de façade à l'opinion internationale, prétextes à la levée de sanctions économiques.

## PRESSION DE LA RUE ET EXIGENCES POLITIQUES

C'est au lendemain de la première journée de grève lancée par "l'Alliance anti-apartheid" (Anc, SACP, Cosatu -le puissant congrès des syndicats sud-africains) qu'ont eu lieu les événements de Boipatong. A l'issue de Codesa 2, en mai dernier, constatant l'impasse où conduisait l'intransigeance du gouvernement, l'Alliance anti-apartheid avait en effet décidé deux mois d'action démonstrative. A la plus grande satisfaction de la population, en attente de résultats enfin concrets des négociations, et de certains

militants du Pac (pan-african congress) réclamant "des armes pour le peuple". Un mot d'ordre de grèves et de manifestations était donc lancé, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il a été suivi : près de 90% des travailleurs noirs étaient en grève ce 16 juin, et l'on dénombrerait plus de 70 rassemblements à travers tout le pays. Malgré les risques de répression, armée et économique puisque le patronat, sachant s'appuyer sur la misère de six millions de chômeurs, avait menacé de licenciements en cas de grève. Pour l'Anc, un Gouvernement multi-racial doit être constitué sans tarder. Le 23, quelques jours après le massacre, l'Anc a décidé d'interrompre les négociations. Il demande la mise en place d'une Commission d'enquête indépendante, le démantèlement des forces spéciales, la présence d'observateurs internationaux dans les principaux townships. De Klerk a jugé la situation suffisamment grave pour rentrer d'urgence d'un voyage en Espagne. Mais il n'a pas répondu aux exigences légitimes de l'Anc, se contentant de proposer d'associer des juristes internationaux à l'enquête. Quant au fond politique, il a évité toute réponse, proposant seulement deux jours de pourparlers.

## LES PRESSIONS INTERNATIONALES DOIVENT SE POURSUIVRE

Pour l'Anc, les négociations ne sont que suspendues, rap-

pelle Cyril Ramaphosa, secrétaire de l'Anc. Ce sont elles, en effet, qui permettront d'aboutir enfin à une Constitution démocratique où chacun compte pour un. Et à un gouvernement Mandela... qui aura tout à faire, héritant d'une situation sociale, politique, économique, et même symbolique, des plus lourdes et des plus compliquées. L'Anc est tout-à-fait prête à reprendre les négociations, souligne Ramaphosa, mais pas à n'importe quel prix ni sur n'importe quelle base. Il importe que se constitue au plus vite ce gouvernement multi-racial transitoire. L'Anc compte sur l'effet des mouvements de grève. Mais aussi sur les pressions internationales qui doivent se poursuivre. Le gouvernement De Klerk en a bien conscience, qui joue la course contre la montre auprès de différents Etats africains pour tenter de rétablir des relations commerciales, mais aussi auprès de l'Onu. Pik Botha a rencontré Boutros Boutros-Ghali au Nigéria avant la réunion de l'Onu où se rendait Mandela et où lui-même n'était fort heureusement pas admis. La plupart des sanctions internationales ont été levées à l'emporte-pièce dès les premiers discours officiels remettant en cause le système d'apartheid toujours de vigueur. Mais comment saurait-il être question d'aller plus loin en ce sens, au risque de laisser s'embourber un processus à peine entamé? Au risque donc de ne pas permettre (sinon favoriser) la fin de l'apartheid.

Isabelle Avran